Samedi 13 juillet 2019 – Résidence de France

Intervention de l'Ambassadeur, M. Jean-Louis ZOËL

Je salue la délégation officielle du tout nouveau Gouvernement dont est, enfin, dotée la Guinée-Bissau grâce aux décisions du sommet d'Abuja de la CEDEAO. Il est issu de la majorité parlementaire constituée après les élections législatives du 10 mars, il y a déjà plus de 4 mois. Vous nous faîtes l'honneur de la conduire, M. Ministre de la Présidence du Conseil des ministres et des affaires parlementaires, Dr Armando Mango. Vous êtes accompagné de M. Luiz Silva de Melo, Ministre de la Défense et des Combattants de la Liberté de la Patrie, de M. Samuel Dinis Manuel, Secrétaire d'Etat aux Transports et à la Communication, M. Dionisio do Reino Pereira, Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports et de l'Ambassadeur Alfredo Cristovão Gomes Lopes, Inspecteur général des Affaires Etrangères.

Je remercie aussi de leur présence :
- le Chef d'Etat-Major de la Marine, le Contre-Amiral Mandugal
- la Directrice Nationale de la Police Judiciaire, Mme Philomena Vaz Mendes Lopes
- le Commandant de la Force ECOMIB, le Colonel-Major Barro
- M. Huco Monteiro, président de l'Université Colinas de Boé,
- M. João Fadia, ancien ministre de l'économie et des finances

(…)

Chers collègues, Ambassadeurs, (…), chers compatriotes,

1) Je reviens brièvement sur l'origine et la signification du 14 juillet, la fête nationale française.

Le 14 juillet n'est pas notre fête de l'indépendance. La France est en effet une entité politique et juridique souveraine, indépendante depuis sa création il y a plus de mille ans, c'est à dire depuis l'élection par ses pairs, en juillet 987, du premier de nos rois qui ont forgé l'Etat qui est devenu la France. Chez nous, l'Etat a non seulement précédé mais aussi construit la nation par ses succès. Le sentiment, très fort, de l'identité nationale est venu au fil du temps.

Le 14 juillet est notre fête nationale depuis une loi de 1880. Pour le monde entier et les Français eux-mêmes, le 14 juillet évoque la prise de la Bastille le 14 juillet 1789. Mais la loi adoptée en 1880 ne fait référence à aucune année en particulier, seulement au 14 juillet. C'est parce que la loi visait aussi et surtout un grand moment d'unité nationale, la Fête de la Fédération, qui a eu lieu le 14 juillet 1790, un an après la prise de la Bastille. Le 14 juillet 1790, au Champ de Mars, où se trouve maintenant la Tour Eiffel, plusieurs centaines de milliers de Français de toutes les provinces ont prêté serment de fidélité à la Nation, à notre première Constitution et au Roi.

Après bien des hauts et des bas, en France et en Europe, ce n'est qu'en 1958, avec le Général de Gaulle, que nous avons retrouvé des institutions fortes promouvant les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité dans le cadre d'un Etat stable qui est aussi un Etat de droit.

2) Depuis son élection en 2017, le Président Emmanuel Macron, a fait de nos relations avec les pays, les peuples, les jeunesses et les diasporas africaines établies en France, une de ses priorités. En Afrique de l'Ouest, nous avons des amitiés historiques, de langue ou de culture. Là comme ailleurs, la France n'a pas d'injonctions à donner. Mais, en fonction de nos valeurs et de nos engagements il y a forcément des cas et des postures de personnes, d'acteurs ou d'Etats avec lesquels nous sommes parfois en plein accord et aussi parfois pas du tout.

La France est pleinement aux côtés de l'Afrique qui veut, la liberté et la démocratie, la paix et la sécurité, de l'Afrique qui veut progresser, se réformer, se développer et s'engager dans des processus d'intégration.

Depuis 2013, des éléments de nos armées combattent ainsi au Sahel pour la liberté et contre le terrorisme, aux côtés d'armées africaines, héritières de nos frères d'armes pendant les deux guerres mondiales et de forces des Nations-Unies. A ce stade, je voudrais évoquer, pour les honorer, la mémoire glorieuse de deux membres du commando Hubert de la Marine française, l'une de nos plus prestigieuses unités. Cédric de Pierrepont et Alain Bertoncello ont trouvé la mort en libérant quatre otages au Sud du Burkina-Faso en mai dernier, alors même qu'ils avaient ordre de ne pas tirer pour ne pas faire courir de risques à ces otages. Cet engagement de nos armées, c'est aussi pour donner aux Etats menacés par le terrorisme, la possibilité, c'est leur responsabilité de la saisir, d'apporter les vraies solutions de long terme.

Mais à une autre extrémité du panel de nos actions, il y a pour prendre un exemple récent et local, notre engagement pour la biodiversité en Afrique Occidentale et Centrale. Un forum régional de l'UICN s'est tenu cette semaine à Bissau, avec l'annonce du lancement de la facilité régionale africaine pour la biodiversité de l'Agence Française pour le développement. Vous avez d'ailleurs prononcé son discours de clôture M. le Ministre et j'étais à vos côtés.

La France croit aussi à la dynamique des intégrations régionales africaines que ce soit pour la sécurité, l'économie, les Droits de l'Homme et que ce soit le fait de l'Union Africaine ou d'organisations régionales, comme la CEDEAO et l'UEMOA. Elle les soutient et participe même à certains mécanismes, comme les zones monétaires de coopération financière africaine (du franc CFA). Leur existence, leur réforme, leur élargissement, dans la perspective de la création d'une monnaie régionale unique pour toute la CEDEAO, dépendent des Etats africains. Le Président Macron l'a répété le 11 juillet au Chef de l'Etat ghanéen en visite à Paris.

3) S'agissant de la Guinée-Bissau et de la CEDEAO, l'organisation régionale qui est chef de file, selon le principe de subsidiarité, sur la situation en Guinée-Bissau, la France, même si elle fait peu de déclarations publiques, suit activement la situation et passe de nombreux et constants messages, ici à Bissau aux différents acteurs ou autorités, à New York, ou ailleurs en Afrique de l'Ouest. C'est notre devoir en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'organe qui a la responsabilité et la légitimité ultimes et qui est, malheureusement pour le peuple de Guinée-Bissau, trop régulièrement et depuis de trop nombreuses années, saisi du dossier de votre pays. Ces messages d'influence convergent avec ceux de bien d'autres Etats et organisations.

Tout en regrettant le délai, indéfendable, mis pour tirer les conclusions des résultats des élections du 10 mars, des conclusions qui auraient été pourtant assez évidentes dans tout autre Etat ayant le même type de système politique que la Guinée-Bissau, la France prend note des décisions du sommet d'Abuja de la CEDEAO dont l'action a, au bout du compte, comme souvent par le passé, été décisive pour aller de l'avant. Nous réitérons notre soutien entier aux membres et aux initiatives du P5 Bissau, dont la coordination en interne comme avec les ambassades des Etats les plus concernés et les consultations avec les autorités et les différents acteurs, doivent continuer et pouvoir prendre un nouvel élan.

Nous félicitons le Gouvernement qui vient d'être formé le 3 juillet, dont vous faîtes partie, M. le Ministre, au poste éminent qui est le vôtre. Je remarque et salue aussi la proportion élevée de femmes (plus de 35%), de jeunes et d'experts parmi ses membres. C'est non seulement un exemple mais aussi un atout pour affronter les urgences sociales et les défis immenses en

matière de finances publiques, pour l'économie et la mobilisation des partenaires internationaux.

La tenue effective des élections présidentielles à la date prévue est essentielle pour clore le cycle électoral qui doit pouvoir constater, dans les conditions requises de liberté et d'équité, la volonté du peuple souverain. Elles sont cruciales donc pour l'enracinement et la crédibilité de la démocratie et de l'Etat de droit en Guinée-Bissau.

4) Nous avons une longue relation d'amitié avec le peuple de Guinée-Bissau. Du milieu des années 1980 jusqu'à 1998, la France a accompagné très activement au plan bilatéral votre pays vers l'établissement des libertés politiques et économiques et l'intégration régionale. Votre pays, M. le Ministre, avait décidé en effet à l'époque prendre ce chemin et d'adhérer à des organisations comme l'UEMOA, dont un sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement a eu lieu hier à Abidjan, ou encore l'ASECNA et l'OHADA.

C'était la première fenêtre d'opportunité après l'indépendance pour faire partie de l'Afrique du progrès. Après la guerre civile de juin 1998 il y en a peut-être eu d'autres mais la dernière qui me vient à l'esprit c'est 2014-2015 avec le retour à l'ordre constitutionnel marqué par les élections législatives et présidentielles et le succès de la Conférence de Bruxelles en mars 2015. Mon plus vif espoir est que nous vivrons en 2019 le début d'une nouvelle fenêtre d'opportunité et que celle-ci, enfin, se concrétisera de manière stable et durable pour le peuple bissau-guinéen.

Au plan bilatéral, nos relations économiques demeurent faibles mais elles n'attendent qu'un vigoureuse et déterminée amélioration du *climat des affaires*, un des plus mauvais au monde jusqu'à maintenant. Mais si la communauté française dépasse à peine la centaine, elle est de qualité, avec des entreprises comme AGS, Bissau Equipmentos, CFAO, Eiffage, Orange, Vinci et des ONG comme EMI, Essor, le GRDR, Humanité et Inclusion (ex Handicap International), Univers-Sel. Nous continuons à financer ou cofinancer des projets en lien avec ces ONG. Et le Centre Culturel Franco-Bissau-Guinéen met en œuvre notre coopération linguistique pour le français et développe sa programmation culturelle.

Mais nos contributions majeures au développement de la Guinée-Bissau passent par les procédures de l'aide européenne ou multilatérale en raison de la déclinaison par pays des principes de division du travail entre bailleurs de fonds. Mais les représentations de la France au FMI, à la Banque Mondiale et à l'Union Européenne, sont très attentives, en liaison avec mon ambassade, aux projets et décisions concernant la Guinée-Bissau comme à leur articulation avec la situation du pays et à son évolution. Par ces canaux, l'appui français à votre pays, M. le Ministre, demeure très important, malgré une visibilité réduite.

***

M. le Ministre, la stabilité et l'avenir de votre pays sont aussi essentiels pour vos voisins et l'Afrique de l'Ouest. Il ne doit pas y avoir de maillon défaillant dans le combat pour la démocratie et le développement, pas plus que dans celui contre les trafics illicites, de drogue notamment, et le terrorisme. La Guinée-Bissau a un énorme potentiel. Une grande partie du reste de l'Afrique est déjà en marche depuis de nombreuses années. La Guinée-Bissau doit la rejoindre.

Je voudrais terminer par une citation d'un des rares universitaires spécialistes de la Guinée-Bissau, qui se trouve être un Français, René Pélissier.

« *Chaque peuple, même jeune, porte en lui, ou devant lui, sa propre Renaissance. (…) Il ne faut jamais en désespérer* ».

Vive la Guinée-Bissau, vive l'amitié entre nos peuples et bien sûr « Vive la France » car c'est demain notre fête nationale./.